

It's our Europe!

Forum for Young People on Participation in Europe



Your results phase 1+2+3 for the topic:

Debt crisis – Schuldenkrise - Crise de la dette

- I - LGT Ribeaupierre, Ribeaupillé
La crise de la dette en Grèce et ses conséquences pour l'Europe
- II - Hochschule für Öffentliche Verwaltung und Finanzen, Ludwigsburg
Die Europäische Schuldenkrise
- III - DFJW-Seminar:
Unterschiede in der deutschen und französischen Wirtschafts- und Familienpolitik
- IV - Ludwig-Maximilian-Universität, München
Un comité pour la gouvernance économique européenne
- V - Caerphilly County Borough
Debt crisis
- VI - Nachwuchsjournalisten
Du, ich und Europa : Experten antworten auf Fragen von Franzosen und Deutschen über die EU



LUDWIGSBURG

dfi

Deutsch-
Französisches
Institut

La crise de la dette en Grèce et ses conséquences pour l'Europe

La crise de la dette grecque a-t-elle des conséquences sur l'ensemble des pays européens ?
Est-il possible d'y remédier en apportant une solution commune aux pays de l'euro ?

Nous allons traiter le sujet de la manière suivante:

- I - en quoi la crise de la dette grecque constitue-t-elle un problème européen?
 - quel est le niveau de la dette grecque? Comment a-t-elle évolué récemment? Comment dans le même temps la dette des pays voisins a-t-elle évolué (France, Allemagne)?
 - qui détient la dette grecque? Quelle évolution?

- II - quels acteurs (pays, citoyens, banques...) sont concernés par cette crise?
 - qui risque des pertes dans le secteur privé (quelle perte pour les banques engagées, les fonds de pension, les compagnies d'assurance) et public ? qui en tire des avantages?
 - y aura-t-il des conséquences pour les citoyens grecs? français, allemands, européens? Lesquelles?

- III- qui peut apporter des solutions et à quel niveau de pouvoir conviendrait-il d'agir (national, européen ou supranational, citoyen...)?
 - FESF (fonds européen de stabilité financière), MES (mécanisme européen de stabilité)
 - et les citoyens? Comment associer l'ensemble des citoyens européens à cette problématique (referendum, élections européennes...)?

Résultats de la phase 1

Pourquoi s'agit-il d'une situation de crise ?

Tout d'abord, la crise économique concerne la Grèce. En effet, en Grèce la dette publique a fortement augmenté, elle est passée de 80% du PIB en 1990 à 140% en 2010.

On parle de crise car elle dure dans le temps, il y a l'apparition d'une chute de la production et de la consommation. Mais également une chute des grands agrégats macroéconomiques et des investissements.

Qui est concerné par le problème ?

Les grecs sont bien évidemment concernés par cette crise, mais également l'Union européenne et les épargnants de tous les pays.

En tant que citoyens nous sommes aussi concernés car certains pays ont établi un « plan de sauvetage ». En effet, en 2010, la Grèce reçut une aide de 110 milliards d'euros sous forme de prêts sur trois ans par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Cet argent vient des impôts, donc indirectement des citoyens français et allemands.

En quoi l'aspect choisi constitue-t-il un thème européen ?

D'abord, parce que ce thème concerne tous les européens. De plus, l'Europe constitue une monnaie unique l'euro.

Ensuite, la question de la sortie de la Grèce de la zone euro est présente dans de nombreux esprits, et n'est plus du tout taboue. Cependant, quelles seraient les conséquences de la sortie de la Grèce pour la zone euro et pour la Grèce ? Est-ce que ce serait mieux ? Mais, le problème c'est qu'il y a d'autres pays qui ont une dette importante telles que l'Espagne, l'Irlande. Seront-ils tentés de quitter eux-aussi la zone, s'ils suivent l'exemple de la Grèce en cas de sortie?

Quelles stratégies existent aujourd'hui pour résoudre au problème ?

La Grèce a tenté de résoudre le problème avec une politique d'austérité (ou de rigueur) c'est-à-dire cette politique cherche à réduire les coûts et les dépenses publiques, elle essaie de faire baisser les prix par la diminution de la consommation en s'appuyant sur divers leviers telles que la restriction du crédit, la modération salariale, l'augmentation de la pression fiscale,...

Mais cette politique n'a pas fonctionné, elle a même entraîné des conflits sociaux (grèves, manifestations,...) et diminué la consommation dans l'Europe.

Au niveau de l'Europe, il y a également une stratégie.

Les déficits actuels peuvent-ils être résolus par un Etat seul ?

Non car la dette est trop importante pour que la Grèce s'en sorte toute seule. Tout le monde doit agir, il faut créer une coopération entre pays dans le but d'apporter des solutions et de pouvoir aboutir à une issue de ce problème fondamental.

Résultats de la phase 2

* Qui est à même de proposer des solutions ? Comment trouver une solution européenne reposant sur une solution démocratique ? Qui doit être impliqué dans ces décisions ? A quoi pourrait ressembler le droit de participer aux décisions politiques des citoyens ?

La contribution d'Olympe répond aux questions posées pour clôturer la phase 2 :

Dans le but de remédier à la privation de parole que connaissent les citoyens européens qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer, ne pourrions-nous pas imaginer, à l'échelle européenne et sur le modèle de la France, une sorte de grand conseil de quartier ?

Il existe en France un dispositif intéressant ; les conseils de quartier. En effet, ce système mis en place depuis février 2002, consiste, dans les grandes villes de France comprenant plus de 80 000 habitants, en un regroupement d'un échantillon de ces citoyens, dans le but de débattre de l'orientation politique de celui-ci, et de participer à la gestion municipale. Il semblerait pertinent d'envisager, au niveau européen, la mise en place d'un dispositif similaire qui permettrait d'intégrer l'opinion des citoyens européens aux décisions prises à l'échelle de l'Union européenne. Les conseils de quartier « européens » réuniraient, tous les six mois, un échantillon de citoyens représentatif de la population de chaque pays membre. Ceux-ci seraient désignés par tirage au sort, à la manière de la désignation des jurés français, et pourraient ainsi s'exprimer sur la politique européenne à conduire, afin de l'influencer. Ceux-ci se rassembleraient dans les capitales des pays détenant alors la présidence du Conseil de l'Union européenne. Effectivement, en admettant le fait que la présidence ne serait cédée exclusivement qu'aux pays faisant partie de la zone euro, cette rotation permettrait d'évoquer, à chaque conseil, le cas d'un autre pays de l'Union européenne. Cependant, s'il s'avère nécessaire d'évoquer les difficultés que connaît un pays en particulier, comme c'est actuellement le cas pour la Grèce, le conseil donnerait alors la priorité à ce sujet, afin de livrer au plus vite un avis, bien que celui-ci soit simplement consultatif. Cependant, il est vrai que ce dispositif pose quelques problèmes. En effet, le financement global de cette initiative, mais en particulier celui du séjour des participants (transport, hébergement, alimentation...) imposerait d'importantes dépenses. De plus, l'implication des membres du conseil, sur laquelle on pourrait émettre des doutes compte-tenu de l'impossibilité de refuser le devoir qui leur serait alors imposé, ainsi que l'efficacité contestable de cette initiative qui n'accorderait qu'un pouvoir consultatif à cette assemblée, nous amènerait à nous interroger sur le réel impact de ces rassemblements.

En outre, la tâche complexe, et encore une fois coûteuse, de trouver un lieu suffisamment spacieux et ergonomique pour permettre à l'ensemble des participants de débattre constituerait, encore une fois, un considérable frein à la mise en place de ce projet. Mais il est possible de parer à ces problèmes. En effet, l'Union européenne avec une aide de quelques milliers d'euros de chaque pays membre, ainsi que celle de différents « sponsors » souhaitant soutenir cette

démarche, pourrait s'acquitter des frais engendrés.

Afin de créer une réelle motivation de la population à participer à cette démarche citoyenne, les grandes villes accueillant le conseil de quartier « européen » pourraient organiser diverses activités culturelles et sportives en mettant clairement en avant l'Union européenne et sa monnaie, ainsi les citoyens seront interpellés, et montreront, théoriquement, un certain enthousiasme à la vue de ce dispositif auquel ils seront supposé avoir envie de participer. Pour s'assurer de l'efficacité de cette initiative un homme politique ayant les compétences requises serait présent à chaque conseil pour orienter la parole des membres du conseil, et ainsi d'assurer de la pertinence des débats.

Pour ce qu'il en est du lieu dans lequel se tiendrait ces réunions, de nombreux bâtiments déjà existants et destinés à des débats comme celui qui s'instaurerait pour les conseils de quartier « européens » pourraient être utilisés.

Pour conclure, on peut dire qu'il est possible d'associer les citoyens européens aux prises de décisions effectuées en Europe. Ceux-ci peuvent donner leurs avis, et apporter d'intéressants points de vus, idées et solutions aux problèmes rencontrés, il serait donc profitable de les intégrer au système politique européen.

Résultats de la phase 3

Phasenbericht 3 fehlt noch !

Europäische Schuldenkrise

Brennende Straßen in Griechenland, Proteste in Irland, massive Jugendarbeitslosigkeit in Spanien und rollende Köpfe in Italien! Schlagzeilen, die die letzten 2 Jahre durch die Presse gingen. Auslöser für diese Schreckensbotschaften werden in der europäischen Schuldenkrise gesehen. Doch wie kam es zu dieser Schuldenkrise? Wurde bereits mit der Einführung des Euros sein eigener Grabstein gelegt oder liegen die Gründe für die europäische Schuldenkrise sogar außerhalb Europas?

Es gab bereits zahlreiche Lösungsversuche den Untergang des Euros zu verhindern. Kontrovers diskutiert wurde die Errichtung des „Eurorettungsschirms“ mit einem Gesamtvolumen von ca. 1,5 Billionen Euro oder auch der Schuldenschnitt Griechenlands. Doch ob diese Lösungsansätze Früchte tragen, ist weiterhin unklar.

Diese und weitere spannende Themen rund um die europäische Schuldenkrise werden Gegenstand unseres Projektes sein. Da sie nicht nur die Vergangenheit und die Gegenwart beeinflusst haben, sondern auch prägend für die Zukunft Europas sein werden, betreffen sie uns alle!

Wir hoffen auf rege Beteiligung und interessante Beiträge und sind auch hitzigen Diskussionen nicht abgeneigt!

Ergebnisse der Phase 1 – Stärken- und Schwächenanalyse

Wir als Gruppe der Hochschule für öffentlich Finanzen und Verwaltung Ludwigsburg haben uns für das sehr spannende und breitgefächerte Thema „Europäische Schuldenkrise“ entschieden. Warum es hier sich um eine Krisensituation handelt, ist deren Erklärung nicht wert. Ganz aktuelle Geschehnisse, wie die Wahlergebnisse in Frankreich und Griechenland sind nur kleine Ausläufer der unumstritten vorhandenen Krisensituation.

Wir haben uns vorgenommen, dieses Projekt von den Ursprüngen der europäischen Währungsunion mit der Festlegung der Maastricht- Kriterien bis hin zu wagen Zukunftsprognosen wie dem Austritt Griechenlands aus dem Euro zu durchleuchten.

Denn betroffen sind letztendlich nicht nur die Länder, die die finanzielle Unterstützung aus dem Eurorettungsschirm benötigen, oder die Länder, die in den „großen Topf“ einzahlen. Jeder einzelne Mensch in Europa, teilweise sogar Weltweit, ist von der Stabilität des EURO abhängig.

Bei der europäischen Schuldenkrise handelt es nicht um einen normalen Reaktionsprozess mit Ursache und Wirkung. Es lässt sich vielmehr eine einzige Aneinanderkettung von vielen kleinen Brandherden erkennen, die sich erst dadurch zu der heutigen Krisensituation entwickeln konnte. Aspekte, wie dass Griechenland für die Aufnahme in die Währungsunion nachweislich ihre Bilanzen gefälscht hat, oder der sehr fragwürdige Umgang mit der Einstufung der Länder durch die Ratingagenturen, sind nur kleine Zahnräder in der Gesamtheit der Komplexität der europäischen Schuldenkrise. Diese kann man auch nicht nur auf Griechenland, Portugal, Irland, Spanien oder Italien beschränken, sondern man muss auch unter Betracht ziehen, welchen Anteil Länder wie Deutschland oder Frankreich mit ihren vielfach umstrittenen Lösungsansätzen beitragen.

Als Bürger hat man das Gefühl, dass sowohl Lösungsansätze als auch sogenannte Wirtschaftsexperten vorhanden sind, wie Sand am Meer. Doch das ultimative „Heilmittel“, wurde noch nicht entdeckt. Die meisten Ansätze beruhen auf rein spekulativen Gegebenheiten und niemand kann mit einer 100% Wahrscheinlichkeit sagen, wie es mit dem EURO und der damit verbundenen Schuldenkrise weitergeht.

Auch innerhalb unserer Gruppe gibt es unterschiedliche Meinungen und daraus resultierende Diskussionen darüber, ob der bisher eingeschlagene Weg der europäischen Union der Richtige war. Doch eines ist klar, wenn Europa aus dieser Schuldenkrise gestärkt herauskommen möchte, müssen die einzelnen Staaten gemeinsam an einem Strang ziehen, welcher Lösungsansatz auch immer verfolgt wird.

Ergebnisse der Phase 2

Wie macht man die Zahlen schöner - Auslegung der Konvergenzkriterien zu Beginn des Euros.

Im Vertrag von Maastricht 1992 sind die Beitrittsvoraussetzungen für den Einstieg in den Euro festgelegt (Maastricht-Kriterien). Hinsichtlich der Finanzlage der öffentlichen Haushalte sind die Verschuldungskriterien wichtig, diese besagen:

- Die Gesamtverschuldung des Staates darf nicht mehr als 60 % des Bruttoinlandsprodukt betragen (es sei denn, es ist eine rückläufige Tendenz zu beobachten)

- Die jährliche Neuverschuldung darf nicht mehr als 3 % des BIP betragen

Diese Kriterien haben das Ziel, in der EU, insbesondere in der entstehenden Eurozone, eine Angleichung der Leistungsfähigkeiten der einzelnen nationalen Wirtschaftsräume zu fördern und damit eine grundsätzliche wirtschaftliche Stabilität und Solidität der EU zu gewährleisten.

Die Frage, wie strikt die Erfüllung der Konvergenzkriterien gehandhabt werden sollte, war seit ihrer Einführung umstritten.

Während manche Länder, insbesondere Deutschland, auf einer harten haushalts- und währungspolitischen Linie bestanden, betonten andere vor allem den politischen Nutzen der Währungsunion, der nicht durch zu strenge Beitrittsregeln gefährdet werden sollte.

Im Konvergenzbericht des Europäischen Währungsinstitutes von 1998 wurde geprüft, ob ein hohes Maß an dauerhafter Konvergenz in den einzelnen Ländern erreicht wurde. Gemäß dem Bericht wiesen für das Jahr 1997 drei Länder (Dänemark, Irland und Luxemburg) Haushaltsüberschüsse auf, elf Mitgliedstaaten (Belgien, Deutschland, Spanien, Frankreich, Italien, die Niederlande, Österreich, Portugal, Finnland, Schweden und das Vereinigte Königreich) erzielten oder hielten ihre Defizite weiter in Höhe des im Vertrag vorgesehenen Referenzwertes von 3 % oder darunter. Nur in Griechenland lag das Defizit bei 4,0 % und damit noch deutlich über dem Referenzwert.

Was die Gesamtverschuldung betrifft, wiesen viele Länder zu Beginn der Einführung des Euros eine Schuldenquote von über 60 % mit einer Tendenz zur leichten Verbesserung auf, ohne aber eine realistische Chance zu haben, in absehbarer Zeit unter die Zielmarke zu gelangen. So ist die Verschuldung in den drei folgenden Mitgliedstaaten mit einem Schuldenstand im Verhältnis zum BIP von über 100 % weiter zurückgegangen. In Belgien betrug die Schuldenquote 1997 122,2 %. Sie lag damit 13,0 Prozentpunkte unter ihrem Höchststand im Jahr 1993. In Griechenland belief sie sich im Jahre 1997 auf 108,7 % und lag damit 2,9 Prozentpunkte niedriger als ihr letzter Höchststand im Jahr 1996. In Italien lag die Schuldenquote mit 121,6 % um 3,3 Prozentpunkte unter ihrem Höchststand im Jahr 1994. In den sieben Ländern, deren Schuldenstand im Jahr 1996 deutlich über 60 %, aber unter 80 % des BIP lag, waren diese Quoten ebenfalls rückläufig. Auch Deutschland lag mit 61,3 % knapp über der Grenze.

Ergebnisse der Phase 3

„Kungelrunden“ oder Volksentscheid?

In den vergangenen Wochen ist unter Ökonomen wie Politikern ein erbitterter Streit über die Euro-Rettungshilfen ausgebrochen. Einige Kläger sind in Deutschland vor das Bundesverfassungsgericht nach Karlsruhe gezogen. Sie sehen die Rechte des deutschen Volkes und seiner Vertreter im Bundestag gefährdet, selbst zu kontrollieren, was der deutsche Staat wofür ausgibt.

Das Haushaltsrecht gilt als das „Königsrecht“ des Parlamentes. Der Bundestag hat die Befugnis zu entscheiden, für welche Bereiche das Geld ausgegeben werden soll. Dieses Recht wird nunmehr als gefährdet angesehen.

Die Kläger sehen insbesondere die Risiken, die Deutschland mit den Hilfen für die angeschlagenen Staaten, insbesondere den ESM (Europäischer Stabilitätsmechanismus) sehr kritisch. Mit dem ESM sollen zahlungsunfähige Mitgliedstaaten der Eurozone finanziell - unter Einhaltung wirtschaftspolitischer Auflagen - mit Krediten der Gemeinschaft der Euro-Staaten unterstützt werden. Am 9. Dezember 2011 haben sich die Staats- und Regierungschefs der Mitgliedstaaten, deren Währung der Euro ist, auf einen „Vertrag über Stabilität, Koordinierung und Steuerung in der Wirtschafts- und Währungsunion“ geeinigt.

Der ESM umfasst ein Volumen von 700 Mrd. Euro, wobei erwogen wird, das Volumen zu erhöhen. Insgesamt 80 Mrd. Euro werden von den Euro-Ländern bar einbezahlt. Zusätzlich haben die Euro-Länder Garantien von 620 Mrd. Euro übernommen. Insgesamt entfällt auf Deutschland ein (Haftungs-)Betrag von 190 Mrd. Euro!

Ein Problem des ESM besteht darin, dass diese 700 Mrd. Euro nicht zwingend eine Obergrenze darstellen. Das Vertragswerk erlaubt eine Erhöhung des Volumens. Der so genannte Gouverneursrat kann dies beschließen. Der Gouverneursrat wird aus für Finanzen zuständigen Vertretern der ESM-Mitgliedsländer gebildet. Sollte sich das Volumen erhöhen, erhöht sich entsprechend der Haftungsanteil von Deutschland, der rd. 27 % beträgt.

Viele Ökonomen und Politiker warnen deshalb, dass der ESM für Deutschland „ein unkalkulierbares Abenteuer“ darstelle.

Deutschland übernehme de facto die Gewährleistung für die Schulden anderer Eurostaaten. Diese Haftungsgarantie werde Deutschland zusätzlich auch insofern treffen können, als befürchtet wird, dass die großen Ratingagenturen Deutschland, dessen finanzwirtschaftliche Lage vergleichsweise gesund ist, schlechter benotet und somit höhere Zinsen zahlen muss, will es zukünftig Kredite aufnehmen.

Kritisiert wird die Höhe der Risiken, die Deutschland eingeht aber auch das Verfahren, wie es zu den Hilfen und dem ESM-Vertrag gekommen ist. Durch „Kungelrunden“ (verstanden als inoffizielle Absprachen einiger weniger Politiker „außerhalb des Protokolls“) der europäischen Regierungschefs und der Minister wurden die gegenseitigen Hilfen ausgehandelt. Das deutsche Volk bzw. das Parlament wurde nicht einbezogen. Zudem tritt der Bundestag Zuständigkeiten im Bereich des Bundeshaushaltes an ein nicht durch direkte Wahlen legitimiertes Gremium (Gouverneursrat) ab.

Das Bundesverfassungsgericht hat am 19. Juni 2012 die Rechte des deutschen Parlaments bei der Euro-Rettung gestärkt. Es führte aus, dass „die Bundesregierung bei den Verhandlungen über den permanenten Euro-Rettungsschirm ESM den Bundestag nicht ausreichend informiert“ habe, entschieden die Richter über eine Klage der grünen Bundestagsfraktion. Die Bundesregierung müsse die Abgeordneten eher einbeziehen. Das Gericht stützte sich auf Artikel 23 des Grundgesetzes, in dem es unter anderem heißt: „In Angelegenheiten der Europäischen

Union wirken der Bundestag und durch den Bundesrat die Länder mit. Die Bundesregierung hat den Bundestag und den Bundesrat umfassend und zum frühestmöglichen Zeitpunkt zu unterrichten. „Kungelrunden“ europäischer Spitzenpolitiker allein wären demnach nicht ausreichend.

Am 27. Juni 2012 hat der Haushaltsausschuss den Gesetzentwürfen der Koalitionsfraktionen von CDU/CSU und FDP zum Vertrag vom 2. März 2012 zugestimmt. Der Bundestag entschied am 29. Juni 2012 über den europäischen Fiskalpakt und den ESM. Das Bundesverfassungsgericht wurde wieder eingeschaltet. Auf Grund der insgesamt fünf angekündigten Klagen beim Bundesverfassungsgericht ließ der Bundespräsident Gauck verlautbaren, beide Verträge erst nach Prüfung der Anträge auf Erlass einer einstweiligen Anordnung durch das Bundesverfassungsgericht ratifizieren zu wollen. Die Bundesregierung sieht den ESM (und den Fiskalpakt) lediglich als eine weitere Rettungsaktion an, die den Euro sichern soll.

Im Kern geht es um die Frage, ob der dauerhafte Rettungsfonds Europa fundamental verändere, wie dies einige Kläger sehen. Der ESM verwandele die EU in eine Haftungs- und Transferunion. Wenn innerhalb der Währungsunion die nationale Haushaltautonomie der Parlamente gewährleistet bleiben sollte, dürften diese Haushalte nicht einem europäischen Haftungsautomatismus unterworfen werden. Würde sich die Krise verschlimmern, müsste Deutschland für mehr haften, ohne dass das deutsche Parlament einen Einfluss darauf hätte. Das Parlament wäre diesbezüglich handlungsunfähig.

Ein Beispiel bei dem Politiker die Abmachungen der Kungelrunden nicht so einfach hinnahmen, ist in der Slowakei zu finden. Der Rettungsschirm konnte erst nach der Zustimmung der Slowakischen Republik (dem 17. Euro-Land) in Kraft treten. Doch am ersten Votum war die slowakische Regierungskoalition zerbrochen. Dort hatte Premierministerin Iveta Radicova die EFSF-Abstimmung in letzter Minute mit einer Vertrauensfrage verbunden, somit die Initiative ergriffen und ist daran letztenendes gescheitert. Die Konsequenz war, dass die sozialdemokratische größte Oppositionspartei Smer von Ex-Premier Robert Fico zwar prinzipiell für die EFSF-Erweiterung war, aber nur dann für eine Ja-Mehrheit sorgen wollte, wenn die damalige Regierung zurücktrete, um den Weg für vorgezogene Neuwahlen frei zu machen. In den letzten Jahren sind mehrere Regierungen verschiedener EU-Länder abgewählt worden.

Viele Politiker bzw. Gruppierungen gehen noch einen Schritt weiter, Sie argumentieren, dass nicht nur das Parlament, sondern die Bürger selbst mehr einbezogen werden sollten. Sie würden „außen vorbleiben“, wenn im Zuge der Eurorettungspolitik immer mehr Kompetenzen auf die EU-Ebene verlagert werden. Die Demokratie in der EU sei gefährdet, in der wichtige Entscheidungen zunehmend von einer kleinen Gruppe mächtiger Politiker gefällt werden, ohne das Volk zu befragen (und unter Umgehung des Europäischen Parlamentes). Sie fordern bundesweite Volksentscheide. Erst wenn die Bürger diesen Rettungsmaßnahmen zustimmen würden, dürfen die Verträge ratifiziert werden. Volksentscheide werden unterschiedlich beurteilt. Gängige Argumente dafür und dagegen sind:

- Volksentscheide fördern die Einstellung zur Demokratie und wirken der zunehmenden Politikverdrossenheit entgegen.
- Gegen direkte Demokratie spreche, dass sie in der Entscheidungsfindung langsamer und teurer sei. Gerade bei den Rettungsmaßnahmen müsse schnell gehandelt werden..
- Ein weiterer Nachteil wird in der Abhängigkeit von den Medien gesehen. Die Medien können die Bevölkerungsmeinung stark und schnell beeinflussen, wenn sie ein aktuelles Thema in Form einer Kampagne ausführlich bearbeiteten.
- Direkte Demokratie bewirke automatisch eine Abwertung des Parlaments und könne Populismus (durch die Medien) und Polemik fördern.
- Die Bürger hätten oft nicht den nötigen Sachverstand und die nötige emotionale Neutralität, um komplexe politische Probleme zu bewältigen.

Wie ist eure Meinung, sollten vermehrt Volksentscheide allgemein und speziell zu den Euro-Rettungsmaßnahmen eingesetzt werden?

Unterschiede in der deutschen und französischen Wirtschafts- und Familienpolitik

Sowohl in der Wirtschaftspolitik als auch in der Familienpolitik verfolgen die ehemaligen "ennemis héréditaires" unterschiedliche Ansätze. Während in Frankreich derzeit bezüglich der Wirtschaftspolitik viel vom "modèle allemand" gesprochen wird, ist die französische Familienpolitik in Deutschland für viele ein Vorbild.

Beide Bereiche stellen auch im europäischen Rahmen vor dem Hintergrund der Schuldenkrise und des demographischen Wandels zentrale Herausforderungen dar. Die verschiedenen Umstände und Lösungsansätze zeigen im Kleinen die Vielseitigkeit der europäischen Gesellschaften und Strukturen auf. Auch wenn die unterschiedlichen Ansätze in der Wirtschaftspolitik aufgrund ihrer Medienpräsenz in der Eurokrise derzeit eher im Vordergrund stehen, sind langfristig die Auswirkungen der Familienpolitik auf den demographischen Wandel in beiden Ländern möglicherweise die bedeutenderen.

In unserer Projektgruppe wollen wir uns diesem vielseitigen Thema widmen und die jeweils anderen, traditionell geprägten Handlungskulturen und Denkansätze zunächst versuchen zu verstehen, um anschließend nach möglichen Kompromissen zu suchen. In einigen Bereichen könnten Deutschland und Frankreich sicherlich gemeinsam eine Führungsrolle einnehmen. Hierbei sollte jedoch nie vergessen werden, dass die Europäische Union aus 27 europäischen Staaten besteht und beide Länder nur bis zu einem gewissen Punkt als deutsch-französischer Motor agieren können und dürfen.

Ergebnisse der Phase 1

Seit mehr als zwei Jahren vergeht kaum ein Tag, an dem nicht das Ausmaß der Euro-Schuldenkrise in den Medien diskutiert wird. Alarmierende Berichte von den Börsen, Rating-Herabstufungen, Massenproteste gegen soziale Kürzungen, Diskussionen über europäische Rettungsfonds, Gedanken über Austritte einzelner Länder aus der Eurozone und eine Reihe schwer zu verstehender Wirtschaftsbegriffe bestimmen seitdem den Alltag in Europa. Die Vielzahl der agierenden Akteure und vorhandenen Einflussvariablen führen dazu, dass inzwischen nicht nur der Normalbürger das Gefühl hat, den Überblick verloren zu haben. Die Krise erscheint uns gerade aufgrund ihrer nicht nur ökonomischen Seite besonders besorgniserregend. Die wirtschaftliche Instabilität bringt demnach aufgrund der hohen Arbeitslosigkeit und der daraus folgenden Verarmung einiger Bevölkerungsschichten auch viele soziale Probleme mit sich. Dass die Euro-Schuldenkrise auch eine politische Dimension hat, zeigt sich nicht zuletzt an vorgezogenen Neuwahlen, an Rücktritten von Regierungschefs und der Einsetzung von Übergangsregierungen parteiloser Wirtschaftsexperten in einigen Ländern der Eurozone. Der wachsende Euroskeptizismus in den Mitgliedsländern der Europäischen Union, der Wählerzulauf extremer Parteien bspw. bei den letzten Wahlen in Griechenland und Frankreich und aufkeimende Ressentiments zwischen den Völkern sind bedenkliche Begleiterscheinungen der Krise und stellen die Europäische Union als Konstrukt in Frage. Diese Erscheinungen laufen den Forderungen nach einer Vertiefung der europäischen Integration zuwider, die sich für viele, insbesondere auf politischer Ebene, aus der erkannten, gegenseitigen Abhängigkeit der EU-Mitgliedsstaaten ergibt. Die Arbeit der Troika und die Verhandlungen der Regierungschefs bspw. zeigen deutlich, dass die komplette Europäische Union betroffen ist. So befinden sich nicht nur Länder wie Griechenland, Irland oder Portugal in einer Krise, sondern alle Länder der Eurozone stehen als Gemeinschaft in der Verantwortung zu agieren, um den europäischen Volkswirtschaften nicht zu schaden. Die Krise beeinflusst darüber hinaus aber

auch die komplette Europäische Union. Auch wenn nicht alle Länder Europas über den Euro als Zahlungsmittel verfügen, sind die Volkswirtschaften seit der Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl im Jahre 1951 immer stärker miteinander verflochten worden. Global betrachtet hat die Euro-Schuldenkrise auch Auswirkungen auf die internationalen Märkte, so dass bspw. auch Barack Obama das Krisenmanagement der Europäischen Union stark kritisiert hat.

Dieses Krisenmanagement setzt sich aus vielen Maßnahmen zusammen, die seit dem Beginn der Euro-Schuldenkrise auf europäischer Ebene diskutiert und teilweise auch beschlossen worden. Hilfskredite in Form des Euro-Rettungsschirms wurden an die Schuldenstaaten vergeben, um so zumindest vorläufig die finanzielle Stabilität im Euroraum zu garantieren. Ab Juli 2012 soll der Europäische Stabilitätsmechanismus, der Gelder unter strengeren Bedingungen gewähren soll, greifen. Ob diese Hilfskredite den Schuldenstaaten jedoch langfristig aus der Krise verhelfen können, ist umstritten, da diese die Insolvenz der Länder eher nur verzögern, aber die Ursachen der Krise nicht bekämpfen. Darüber hinaus sind die Rettungsschirme rechtlich und demokratisch umstritten, weil sie unter hohem Druck durch die Parlamente verabschiedet worden sind und gegen die Nichtbeistands-Klausel der EU-Verträge verstoßen. Auch ist unklar, ob die Gelder überhaupt ausreichend sind. Eine weitere Maßnahme sind die neuen, strengeren Vorgaben zur Haushaltsdisziplin in den EU-Staaten, die bei zu hohen Haushaltsdefiziten (3% des BIP) und Staatsverschuldungen (Schuldenquote von über 60%) Bußgelder nach sich ziehen. Auch die im Europäischen Fiskalpakt vom Großteil der Mitgliedsländer der EU beschlossene (nun wieder zur Verhandlung stehende?) Schuldenbremse resultiert aus der Krise. Das verstärkte Agieren der Europäischen Zentralbank in Form von Ankäufen von Staatsanleihen der Krisenstaaten. Dieser Punkt ist insofern interessant, da die Rolle der EZB in der Wirtschaftskrise im deutsch-französischen Kontext umstritten ist. Ebenso wie die Forderung Frankreichs nach einem Wachstumsprogramm für Europa. Neben den Maßnahmen auf europäischer Ebene verfolgt jeder der betroffenen Staaten auch eigene Sparprogramme.

Ergebnisse der Phase 2

Aufgrund der Komplexität der Wirtschafts- und Familienpolitik sowie die Vielzahl der beteiligten Akteure sollten diese Probleme auf verschiedenen Ebenen gelöst werden. Im Rahmen der Wirtschaftspolitik muss eine globale Lösung gefunden werden, an der, insbesondere aufgrund der Verflechtung der Kompetenzen in der Europäischen Union, viele Akteure beteiligt sind, wie z.B. die Europäische Zentralbank, der Internationale Währungsfond, Experten aus der Wirtschaft, Wirtschaftsminister von Ländern aus der Eurozone (aber auch darüber hinaus), der Europäische Rat mit seinen Regierungschefs, das Europäische Parlament sowie die nationalen Parlamente, aber auch Akteure aus anderen Staaten, wie bspw. China. Da die Familienpolitik hingegen eine nationale Angelegenheit ist, muss dieses Problem auch im entsprechenden Rahmen angegangen werden. Hierbei ist es besonders wichtig, auf die kulturbedingten Rahmenbedingungen eines jeden Landes, bspw. in Bezug auf die Rolle der Mutter, zu schauen. Die Familienminister der Staaten sind hierbei genauso gefragt, wie die Regierung an sich, die die Richtung der Familienpolitik vorgibt. Auch die Wirtschaftsminister werden mit einbezogen, wenn es um familienfreundliche Arbeitsmodelle geht. Eine dauerhafte, europäische Lösung zur Eurokrise könnte die Einrichtung von sogenannten Eurobonds sein, in deren Rahmen die Staaten der Eurozone an den Finanzmärkten gemeinsam Schulden aufnehmen, diese Geldern dann umverteilen und auch gemeinsam für die Rückzahlung der finanziellen Mittel haften. Eine weitere Möglichkeit wäre eine Art ‚Länderfinanzausgleich‘ auf europäischer Ebene. Eine verstärkte Haushaltskontrolle und Haushaltskoordination durch europäische Institutionen sowie Wachstumsprogramme sind ebenfalls in der Diskussion. Diese europäischen Lösungsansätze setzen allerdings voraus, dass die demokratische Legitimation, d.h. im weiteren Sinne auch die Zustimmung eines Großteils der Bevölkerung, gegeben ist. Nun sind Sparmaßnahmen allerdings eher unpopuläre Maßnahmen, für die Zustimmung in der Bevölkerung schon auf nationaler Ebene eher gering ist. Bei einer noch stärkeren Verflechtung der Finanzpolitik muss jedoch in irgendeiner Art und Weise auch um die Zustimmung der Bevölkerung geworben und der solidarische Gedanke gestärkt werden. Das irische Volk, das laut der Verfassung Irlands dem Fiskalpakt zustimmen muss, hat sich in einer Volksabstimmung

positiv zu diesem geäußert. Wir denken, dass diese Art von Partizipation ein Mehr an demokratischer Legitimation mit sich bringt, den Abstimmungsprozess natürlich aber auch noch wesentlich komplexer gestaltet.

Europäische Lösungsansätze in der Familienpolitik sind derzeit kaum denkbar, da die nationalen Staaten in diesem Bereich die alleinige Handelskompetenz haben. Imitationseffekte, wie bspw. die Einführung des Elterngeldes in Deutschland, das in großen Teil von Schweden übernommen wurde, sind natürlich festzustellen und könnten eventuell auch im Rahmen von Diskussionen ausgebaut werden, auch wenn die einfache Übernahme von Strukturen auf ein anderes Land auch nicht immer erfolgreich ist. Da die Beschäftigung mit der Familienpolitik jedoch auch schnell Fragen nach Migration, Arbeitskräftemangel und Arbeitslosigkeit aufkommen lässt, wäre es wichtig, die Freiheit des Personenverkehrs, der immer noch durch materielle, technische und steuerliche Schranken eingeschränkt wird, weiteranzutreiben. Hierbei muss jedoch aufgepasst werden, dass der Süden Europas nicht alle seine hochqualifizierten Staatsbürger an den Norden verliert. Diese „Flucht der Köpfe“, die derzeit schon spürbar ist, wird der Wirtschaft der Länder im Süden langfristig weiterhin extrem schaden.

Im Rahmen der Wirtschaftspolitik muss derzeit ein Großteil der bereits genannten Akteure zustimmen. Darüber hinaus wäre vielleicht auch an Volksabstimmungen zu denken. Eventuell ist ein Austausch auf zivilgesellschaftlicher Basis und die Einrichtung eines zumindest beratenden vielleicht sogar darüberhinausgehenden Status von engagierten Interessensverbänden denkbar, die in ihren Ländern dann wiederum nationale Öffentlichkeitsarbeit machen, um den Entscheidungen mehr Bürgernähe zu verleihen.

Das Mitspracherecht der Bürger und Bürgerinnen ist über die Volksvertretung im Europäischen Parlament gegeben. Allerdings wird die Relevanz dieser Institution in der Bevölkerung oftmals nicht gesehen und gerade in der Wirtschaftskrise ist der Europäische Rat zur entscheidenden Instanz geworden. Aus diesem Grund stellt sich auch die Frage, ob Angela Merkel, auch wenn sie nicht auf europäischer Ebene gewählt worden ist, aus der Sicht der Deutschen in der Europapolitik demokratisch wesentlich legitimierter ist als die Europaabgeordneten. Der Ausschuss der Regionen und Gemeinden Europas sollte mehr in den jeweiligen Regionen, Städten und Gemeinden agieren, um eine verbesserte Öffentlichkeitsarbeit zu vollbringen. Gerade die vielen positiven Seiten der Europäische Union, die inzwischen als Selbstverständlichkeit angesehen werden, müssen neben den vielen negativen Schlagzeilen wieder mehr in den Mittelpunkt der Berichterstattung und der Öffentlichkeitsarbeit gestellt werden. Es könnten auch vor Ort „Europasprechstunden“ eingeführt werden, um die Bürger und Bürgerinnen über die aktuellen Ereignisse in Europa und auch über Handlungsmöglichkeiten der Bürger und Bürgerinnen, wie in Form der Europäischen Bürgerinitiative, zu informieren. Solidarität spielt in der Europäischen Union, insbesondere in der Eurokrise, eine sehr große Rolle. Die wirtschaftliche Verflechtung und die daraus folgenden Zahlungen werden täglich in der Presse behandelt. In der Familienpolitik könnte ein Experten-Austausch von erfolgreichen Konzepten durchgeführt werden. Ob diese Solidarität von der Bevölkerung jedoch gerne gesehen wird, muss in letzter Zeit kritisch hinterfragt werden. Die Presseberichte und Debatten haben in manchen Bereichen inzwischen zu einer besorgniserregenden Polarisierung geführt. Die Wahlsiege extremer Parteien sprechen für sich und zeigen oftmals eine Renationalisierungstendenz auf. Die Bevölkerung muss wieder näher an den Europagedanken herangeführt werden. Das Manifest von Cohn-Bendit und Ulrich Beck (<http://manifest-europa.eu/allgemein/wir-sind-europa?lang=de>) nimmt in diesem Zusammenhang zwar nicht einen grundsätzlich neuen Aspekt auf (das europäische Freiwilligenjahr gibt es bereits) und es wird sich zeigen, ob die Umsetzung eines Europäischen Freiwilligenjahrs für alle sich, insbesondere in finanzieller Hinsicht, realisieren lässt. Dennoch ist das Manifest gut geeignet, sich darüber Gedanken zu machen, wie man das europäische Zusammengehörigkeitsgefühl wieder stärken kann.

Ergebnisse der Phase 3

Eine Lösung der Eurokrise und der Erhalt der Euro-Währung können höchstwahrscheinlich nur mit einem weiteren Transfer von nationaler Souveränität auf die supranationale Ebene erfolgen. Dieser Transfer muss jedoch vom Großteil der Bevölkerung unterstützt werden:

Mit welchen demokratischen Strukturen kann das gelingen?

- Volksentscheid: Vorteil – jeder findet sich in der getroffenen Entscheidung wieder, Nachteil: sehr aufwendig, Reichweite der zu treffenden Entscheidung kann von vielen nicht erfasst werden, nur möglich, wenn eine verbesserte Informationspolitik aufzeigt, welche Vorteile und Nachteile Europa hat (derzeit wird der Fokus oft nur auf die Nachteile gelegt und viele Aspekte der Europäischen Union als Selbstverständlichkeit hingenommen)
 - o Bessere Pressearbeit traditioneller Zeitungen, die in den Augen der Bevölkerung eine gewisse Glaubwürdigkeit haben (europäische Zeitungen erreichen die Menschen weniger), Vermeidung von Populismus
 - o Politiker dürften die Europapolitik nicht verzehrt wiedergeben (für das Land eher negative Entscheidungen dürfen nicht als von Brüssel aufgedrückt wahrgenommen werden, wohingegen für das Land eher positive Entscheidungen nicht als nationaler Sieg dargestellt werden dürfen, nicht nur auf die nationalen Wahlen und Bestrebungen bedacht, man muss das große Ganze im Blick haben)
 - o Der Ausschuss der Regionen und Gemeinden Europas sollte mehr in den jeweiligen Regionen, Städten und Gemeinden agieren, um eine verbesserte Öffentlichkeitsarbeit zu vollbringen.
 - o bestehende Netzwerke verstärken bzw. reaktivieren (Jugendaustauschmaßnahmen, Städtepartnerschaften, europäisches Freiwilligenjahr) und mit einer wirklichen europäischen Dimension versehen => gute Möglichkeit, um viele Personen der Zivilgesellschaft anzusprechen.
- ♣ Beispiel: Pro-Europa-Kampagne durch die Ausbildung von „Städtepartnerschaftsbotschafter“ (bspw. Studierende), die in kostenlosen Europaseminaren vor Ort mit den Bürgern über die aktuellen Ereignisse und Herausforderungen in Europa diskutieren (Möglichkeit viele Menschen unterschiedlicher Altersklassen und sozialer Herkunft anzusprechen)
- Anstatt eines Volksentscheid „nur“ der Einbezug von zivilgesellschaftlichen Akteuren bei der Entscheidungsfindung (beratender oder vielleicht sogar darüberhinausgehenden Status von engagierten Interessensverbänden => Bürgernähe durch nationale Öffentlichkeitsarbeit dieser Verbände)
- Wenn Entscheidungen schon nur intergouvernemental getroffen werden, benötigen wir eine verbesserte Informationspolitik, um getroffene Entscheidungen zu erläutern (Bsp.: Europasprechstunden in Städten anbieten)

Partizipation von jungen Menschen?

- Entwicklung von Europaseminaren in der Schule und in der Universität (diese sollten hierbei Unterstützung von den Institutionen der Europäischen Union erfahren)
- Durchführung dieser Europaseminare in der Schule und in der Universität, aber auch darüber hinaus in anderen Bereichen der Gesellschaft
- „Europademonstrationen“ organisieren, um die Werte der Europäischen Union zu verteidigen und Solidarität zu bekunden
- Als Kandidat bei den Europawahlen kandidieren

Partizipation als Einzelner?

- Sich in den bereits bestehenden Strukturen engagieren (bspw. Europäisches Freiwilligenjahr)
- Bei einseitigen Darstellungen in Rahmen von Diskussionen im Umfeld Gegenargumente hervorbringen bzw. zumindest darauf hinweisen, dass der Sachverhalt so vereinfacht nicht ausreichend dargestellt ist (Bsp.: „Die Griechen sind alle faul.“)

Un comité pour la gouvernance économique européenne

La commémoration du 50ème anniversaire du Traité de l'Élysée met en lumière la spécificité et la durabilité de la coopération bilatérale dans l'histoire de la construction européenne. Toutefois, la période de crise économique que traverse l'Europe, et le regard critique des observateurs sur la multiplication des « sommets de la dernière chance », commande une redéfinition du rôle de l'axe Paris-Berlin. Il en émerge surtout la nécessité de donner à l'Europe des structures qui permettent une anticipation des situations d'urgence, plutôt que leur règlement a posteriori.

Contrairement aux affirmations des médias, l'Union Européenne n'a pas connu une crise de l'euro, mais, pour être plus précis, de la zone euro. Si l'euro entrait dans une période de crise monétaire, on assisterait à la conjonction de deux phénomènes : d'importantes variations de son taux de change, et une perte majeure de confiance des investisseurs, qui provoquerait la chute de sa valeur. L'évolution du cours de l'euro depuis sa mise en circulation démontre au contraire son attrait croissant sur le marché monétaire international : alors qu'en 2002, la parité entre l'euro et le dollar était d'environ 0,95, cette valeur s'est inscrite continûment en hausse, pour atteindre aujourd'hui près de 1.33. En 2012, l'euro demeure au deuxième rang des monnaies les plus échangées sur le marché des devises, derrière le dollar qui reste la base de calcul des matières premières. Enfin, en une décennie, la parité euro-dollar est devenue une référence incontournable sur le marché des changes.

En réalité, le seul domaine européen où l'Union a véritablement abouti, la monnaie, peut être considéré comme un succès. En effet, pour les pères de l'euro, la monnaie européenne avait vocation, en temps de crise, à protéger les pays membres de fluctuations sauvages, et surtout, à ne plus dépendre strictement de la politique monétaire américaine. De même, affirmer que la Banque centrale européenne n'a pas joué son rôle dans la crise de la dette est un non sens historique et institutionnel. La condition sine qua non de la création d'une BCE était sa stricte indépendance comme garante de la stabilité des taux de change et de la politique anti-inflationniste.

La crise de la dette a toutefois mis à jour une défaillance dans la convergence économique, qui devait faire de la zone euro une zone monétaire optimale. En effet, la création d'une monnaie dans un premier temps devait être assortie, pour assurer sa stabilité, d'harmonisations économiques, notamment dans les domaines fiscaux et budgétaires. Or, leur dimension éminemment régaliennne explique les hésitations des États à s'en remettre à l'Europe. Sans pour autant devoir déléguer ses compétences, les Européens disposaient des instruments nécessaires à une plus grande intégration économique dans le Pacte de stabilité de 1997, axé précisément sur la lutte contre les déficits publics excessifs. Le caractère non contraignant de cette mesure a alors entraîné son assouplissement, pour finir par ne plus la respecter.

Alors que les souverainistes s'indignent de voir toujours plus de compétences déléguées à l'Europe, les faits montrent que dans certains domaines économiques, comme la politique budgétaire, l'intégration européenne offrirait au contraire une plus grande dépendance aux États de la zone euro vis-à-vis du marché financier, en évitant ainsi les spéculations sur les dettes. En France comme en Allemagne, la question des déficits publics comptent parmi les préoccupations principales des citoyens. La commémoration du discours du Général de Gaulle à Ludwigsburg rappelle que la jeunesse, et, plus généralement, la société civile ont un rôle déterminant à jouer dans le rapprochement franco-allemand au service de l'Europe.

Quand, en 1986, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont, en tant qu'anciens dirigeants, créé le Comité pour l'Union monétaire de l'Europe – qu'ils co-présidaient –, leur objectif était surtout de démontrer aux décideurs européens que cette union était en réalité une revendication de la société civile. Leur action, en faveur de la relance européenne, a notamment contribué à la création du Comité Delors, clé de voûte de l'Union économique et monétaire de l'Europe. Par ailleurs, l'Association pour l'Union monétaire de l'Europe, composée d'agents économiques, créée à l'initiative du « couple » Giscard d'Estaing-Schmidt, a activement participé aux négociations politiques, jusqu'à la mise en circulation de la monnaie unique.

Aujourd'hui, la crise de la dette, et plus généralement le déficit de gouvernance économique en Europe, touche également directement les citoyens. Comment atteindre la prospérité en Europe (croissance, qualité de vie, plein emploi) est la question à laquelle ce groupe tentera de répondre, au travers d'un Comité pour la gouvernance économique européenne, sur le modèle du Comité Giscard d'Estaing-Schmidt. Le Comité est co-présidé par un Français et un Allemand, qui ont pour mission de définir une voie entre les conceptions françaises – un gouvernement – et allemandes – des règles communes – et de fédérer les points de vue de représentants des pays de la zone euro. Au cours de réunions régulières, le Comité établira une feuille de route qu'il transmettra aux décideurs européens..

Résultats de la phase 1

Die Gründung der Währungsunion implizierte die Erwartungen beider Länder – Deutschlands und Frankreichs – während Deutschland zunächst die wirtschaftliche und politische Integration vorantreiben wollte – die europäische Währung sollte die Krönung der wirtschaftlichen Konvergenz werden –, setzte Frankreich auf die Einführung einer gemeinsamen Währung, die eine wirtschaftliche Harmonisierung erleichtern sollte; beide mit dem Ziel die europäische Integration zu intensivieren. Dank der Gründung einer unabhängigen Institution – der EZB – sowie der Etablierung strikter Fiskalregeln, wie es Deutschland wollte, konnte man sich auf die Umsetzung der Währungsunion nach dem französischen Wunsch einigen.

Der Traum Hoffnung, dass eine gemeinsame Währung automatisch eine gemeinsame Wirtschaftspolitik mit sich brächte ist offensichtlich, wie sich in der aktuellen Situation zeigt, gescheitert. Die heutige Schuldenkrise kann als Ergebnis einer mangelnden europäischen Wirtschafts- und Finanzpolitik gedeutet werden. Die Theorie, dass der Markt automatisch die staatlichen Finanzen und jene Defizite regulieren würde, stößt tatsächlich auf eine systemische und exogene Krise, die wirtschaftliche Differenzen in der Eurozone hervorruft. Mehr denn je braucht Europa und damit vor allem die Europäer eine gemeinsame Richtlinie, um die aktuelle festgefahrene Situation aufzubrechen. Eine Vielzahl der Staaten verfügt nicht über ausreichend Kapital, um Ihre Wirtschaft zu unterstützen und sind dadurch gezwungen gegen horrenden Zinsen Kredite am Kapitalmarkt aufzunehmen. Dieser Teufelskreis berührt nun zum ersten Mal seit langem direkt die Bürger – der einstige Traum von einer starken europäischen Wirtschaftsmacht ist zerplatzt und die Hoffnung, dass eine gemeinsame Währung allgemeinen Wohlstand mit sich bringt ist geschwunden. Die Bürger sehen sich direkt mit den Konsequenzen einer mangelnden einheitlichen Politik konfrontiert, da sie am eigenen Leib den Geldmangel der Staaten spüren. Diese damit einhergehende Unzufriedenheit findet ihren Niederschlag beispielsweise in den Protesten in den südlichen Staaten Europas, die mit einer immensen Arbeitslosigkeit zu kämpfen haben.

Wie kann das einstige Motto Europas – in der Vielfalt geeint, für Frieden und Wohlstand – wieder real werden? Und wie ist es möglich die Lebensqualität in Europa für alle Mitgliedsstaaten zu erhöhen?

Nur in Zusammenarbeit aller europäischen Staaten kann es gelingen das von allen erwünschte Ziel zu erreichen. Jedoch ist hierfür ein Antriebe der Zivilgesellschaft nötig, um eine stringente

und kohärente Politik durchzuführen. Die Geschichte hat bisher gezeigt, dass das deutsch-französische Gespann dieser Herausforderung gerecht werden kann, so es sich auf eine gemeinsame Strategie einigt. Trotz einer schwierigen aktuellen Situation für das deutsch-französischen Tandem, einerseits ein Regierungs- und damit ein Interessenwechsel und andererseits ein immenser Druck von außen, sind wir davon überzeugt, dass es möglich ist ausreichend Konvergenzen in beiden Wirtschaftsmodellen zu finden, um eine gemeinsame europäische Wirtschaftspolitik zu etablieren. Das Ziel einer gemeinsamen Wirtschaftsunion ist jedoch nur möglich, wenn alle Staaten bei der Entscheidungsfindung mit einbezogen werden. Aus diesem Grund folgen wir bei der Problemlösungsfindung dem Modell von Valéry Giscard d'Estaing und Helmut Schmidt, indem wir ein Komitee für eine gemeinsame Wirtschaftsunion ins Leben rufen, in welchem wir Experten aus allen europäischen Ländern einen, um einen allgemein gültigen Ansatz zu finden und somit eine Strategie für eine gemeinsame Wirtschaftspolitik zu etablieren.

Résultats de la phase 2

Wie bereits im ersten Phasenbericht erläutert, sind wir der Auffassung, dass eine gemeinsame Politik nur möglich ist, wenn sich die Interessen aller Staaten in dem Entscheidungsfindungsprozess widerspiegeln. Eine Lösung kann nur von allen Staaten validiert werden, wenn die Erwartungen und Bedürfnisse der Regierung und damit auch die der Bevölkerung in der Lösungsstrategie eingebettet werden. Um jedoch unzählige Debatten und Missverständnisse zu vermeiden, ist es unserer Meinung nach notwendig einen Rohentwurf der Strategie als Diskussionsbasis zu erarbeiten. Aus diesem Grund erarbeitet das deutsch-französische Tandem im Voraus eine Rahmenstrategie, welche von den Repräsentanten der übrigen Mitgliedstaaten, an die jeweiligen Interessen angepasst, diskutiert wird. Dieses Endprodukt stellt, nach genauester Vorarbeit Deutschlands und Frankreichs unter Einbeziehung der Interessen der übrigen Mitgliedstaaten, einen europäischen Kompromiss dar und erleichtert dadurch die Abstimmung auf europäischer Ebene. Um der Problematik der Abstimmungsverhältnisse entgegen zu wirken, ist das Komitee proportional zur Wirtschaftsmacht aller Mitgliedsstaaten zusammengesetzt; die Mitglieder des Komitees stammen keineswegs nur aus der politischen Liga, sondern können Experten aus jeglicher Domäne sein; Bedingung ist lediglich, dass Sie sich der Erwartungen ihres Landes bewusst sind, um die Interessen zu in diesem Komitee zu vertreten. Die Zusammensetzung sowie die Stimmverteilung entsprechen dem demokratischen Prinzip und binden zudem die dritte Ebene in die Entscheidungsfindung ein. Dank des vorherigen Interessenabgleichs wird die Legitimation auf europäischer Ebene erleichtert.

Ziel dieser Arbeitsgruppe ist es einen Aktionsplan zu entwickeln, welcher den deutsch-französischen Ministerien sowie dem Europäischen Parlament vorgelegt wird. Dieser Aktionsplan soll den Anstoß zu einer gemeinsamen, auf demokratischen Werten basierenden Wirtschaftsunion geben, da er selbst seine Wurzeln in einer demokratisch validierten Entscheidung gefunden hat. Dieses Projekt soll weniger eine Zustandsbeschreibung, als eine Lösungsstrategie der aktuellen Krise darstellen. Selbstverständlich sind wir uns der Tatsache bewusst, dass grundsätzlich die europäischen Entscheidungsfindungsprozesse bürgernäher gestaltet werden müssen, jedoch ist es in diesem Projekt nicht unser Wunsch generell die Entscheidungsfindungsstrukturen zu ändern, sondern vielmehr einen ersten Stein für mehr Demokratie in Europa zu setzten. Unsere Initiative, welche die Frage nach der Rolle der Zivilgesellschaft im europäischen Prozess aufwirft, soll ebenfalls zur Reflexion bezüglich der Einrichtung einer institutionell-etablierten, effizienten Kontaktstelle zwischen dem deutschen und französischen Volk anregen, um die Zivilgesellschaften beider Völker in den europäischen Entscheidungsprozess einzubeziehen und dadurch einen weiteren Beitrag zu mehr Demokratie in Europa zu leisten.

Résultats de la phase 3

Rapport 3e phase : Le Comité pour une vraie Union économique de l'Europe

Contenu

Réflexion du Groupe – L'Union économique de l'Europe selon trois piliers : bancaire, budgétaire, fiscal/social 2

Union bancaire 2

Union budgétaire 3

Union fiscale et sociale dans le Marché unique 4

Aspects démocratiques 4

La France, l'Allemagne et les piliers de l'Union économique européenne 6

Pilier bancaire/financier 6

Pilier budgétaire 7

Pilier fiscal/social – Marché unique 7

Réflexion du Groupe – L'Union économique de l'Europe selon trois piliers : bancaire, budgétaire, fiscal/social

Union bancaire

Le groupe considère qu'il convient d'établir le degré nécessaire et possible de régulation et de supervision bancaire. La recapitalisation à l'échelle européenne semble être une mesure pertinente, si elle vise à éviter l'effondrement potentiel des pays-membres de la zone euro, mais surtout si, en anticipant les crises du secteur bancaire, on met un terme aux aides des États, qui aggravent les déficits budgétaires et font, par conséquent, supporter les recapitalisations aux contribuables. D'un point de vue sociétal, ces aides provoquent souvent chez les citoyens un sentiment d'incompréhension et d'injustice. Selon nous, ceux qui recapitalisent ne doivent pas être ceux qui régulent. La discussion a établi que la séparation des activités de dépôt et de spéculation n'était pas pertinente à l'échelle européenne, car dans certains pays, comme en Allemagne, le principe de banque universelle est un pilier de l'économie. En revanche, une plus grande supervision éviterait des activités dangereuses. La séance plénière a établi qu'une importante régulation remporterait un consensus de la société civile et des représentants politiques.

Nos propositions: un système européen de supervision financière composée des membres avec un mandat unique et indépendants; une recapitalisation des banques par une institution alimentée par la taxe sur transactions financières; une régulation selon les critères de Bâle III. Il reste à déterminer si la création d'un nouvel organisme est pertinente ou si la BCE pourrait prendre en charge cette mission. L'indépendance de cette institution ne doit pas empêcher la transparence - et l'échange les discussions avec les Etat et les citoyens. Le secteur bancaire se doit de reconquérir la confiance et mettre en œuvre une politique de communication qui associe les citoyens aux changements institutionnels. La taxe sur les transactions financières serait plus efficace à l'échelle internationale. Certains participants ont évoqué la possibilité de redistribuer la taxe aux citoyens victimes des activités hasardeuses des banques. La discussion a également porté sur les activités de spéculation et abouti à l'idée que les bonus des dirigeants devraient être votés par les actionnaires et correspondre aux résultats des banques.

une union bancaire avec un régulateur/superviseur indépendant des Etats membres et de la BCE qui s'occupe à la fois de la supervision macro- et micro-prudentielle, ainsi qu'un fond de sauvetage bancaire et une harmonisation des règles prudentielles et des lois régulant les institutions bancaires et financières.

Pistes de réformes :

- èCréation d'une supervision des banques (organe de contrôle) à l'échelle européenne ?
- èTaxe sur les transactions financières?
- èRecapitalisation des banques en faillite par une institution européenne et plus par les Etats ?
- èPrincipe de bonus en stricte relation avec les bénéficiaires?
- èSanction des dirigeants des banques qui ont dû être recapitalisées?

Union budgétaire

Réflexions de groupes :

Les membres du groupe se sont unanimement prononcés contre la création d'euro-bonds (euro-obligations) en l'état actuel des finances publiques. La mutualisation des dettes à l'heure actuelle ne profiterait qu'à court terme aux Etats en faillites et fragiliserait à plus long terme l'ensemble de la zone euro. En revanche, nous considérons que la nécessaire réduction des déficits doit impérativement être accompagnée d'un soutien de l'activité économique. L'économie réelle ne doit pas subir les conséquences du manque de rigueur des dirigeants.

Concernant le budget de cette entité: à quel montant s'élèverait-il? Comment serait-il réuni? Des membres du groupe proposent que cette entité soit en droit de prélever un impôt que l'on déduirait des impôts nationaux et que ces fonds sont soit redistribués aux Etats pour qu'ils puissent, suite aux recommandations de l'entité, mettre en place les politiques nécessaires dans les domaines où ils sont les plus fragiles pour atteindre un niveau européen relativement uniforme (par ex: si un pays a un problème de compétitivité, alors il recevrait des fonds de l'entité supranationale pour investir dans ce domaine très précis) soit utilisé pour créer des nouveaux programmes de mobilité etc. Il convient de réfléchir à un budget susceptible de financer une politique économique commune. Cependant, comment éviter que ce dispositif ne soit trop lourd et ne soit pas un doublon des mesures existantes? Le MES pourrait-il se transformer en budget européen?

Les membres souhaitent un organisme de supervision supranationale indépendant. Comment concilier indépendance et dimension démocratique?

Concernant les ministres, peut-on imaginer une organisation/composition de type Commission européenne? Quelles délégations auraient-ils précisément en charge? Doit-on imaginer une composition représentative du poids des pays en Europe? Comment gérer les relations entre cet organisme et les institutions européennes et nationales?

Nos propositions: un « Finanzausgleich » européen - pour soutenir la croissance -, un système d'assurance (proposition 1993 Commission Stable money fund finances) 2% du PIB - dont il reste à définir le mode de financement ; la création d'un trésor européen

□ une union fiscale de type assurance, qui ne mutualise donc pas la dette, mais qui demande une redistribution entre les Etats qui ont une bonne performance économique et ceux qui sont en difficultés, en somme une assurance pour les fluctuations conjoncturelles

Pistes de réformes :

- è Mutualisation de la dette?
- è Création d'un impôt européen pour l'investissement?
- è Règle d'or budgétaire?
- è Agence européenne de la dette permettant aux Etats en difficulté d'accéder à des taux d'intérêt préférentiels?
- è Mutualisation des dettes?
- è Taxe sur les transactions financières?

Union fiscale et sociale dans le Marché unique

L'Union économique est basée sur deux piliers principaux : Le marché unique et l'union monétaire.

Le marché unique a apporté un certain nombre de droits et de libertés aux citoyens européens :

- Une zone de libre-échange qui correspond à une suppression des droits de douanes et des limitations quantitatives d'importations entre les pays membres
- Une union douanière qui est une zone de libre-échange dotée d'un tarif extérieur commun (TEC)
- Une union douanière où les facteurs de production peuvent circuler sans entraves d'un pays à l'autre
- union économique, un marché commun marqué par l'harmonisation des politiques économiques des différents États-membres.

Avec le Traité d'Amsterdam les droits personnels des citoyens européens étaient élargies en créant un « espace de liberté, de sécurité et de justice ». Après avoir construit un Europe sans frontières et la libre circulation dans l'Union Européenne, la monnaie commune a franchi les dernières barrières pour un libre commerce. Malgré toutes ces étapes d'intégration, l'harmonisation économique dans le Marché unique, et surtout la libre concurrence non faussée, reste inachevée.

Propositions :

Concernant l'harmonisation des politiques économiques, le groupe pose les questions suivantes: quels domaines en particulier cette entité devrait-elle prendre en charge? Quels mécanismes devraient être mis en place pour gérer les mesures d'harmonisation dans chaque pays? Les membres proposent un plan pour l'harmonisation des politiques des dettes, des systèmes d'impôts, des politiques salariales. Les différences structurelles de compétitivité pourrait par exemple être pris en charge par un mécanisme tel la « macroeconomic imbalances procedure »

Pistes de réformes :

è Harmonisation des systèmes fiscaux et sociaux en Europe ?

è Politique commerciale avec les pays tiers/respect des normes européennes?

è Compensations financières pour les pays qui subissent la politique de l'euro fort?

Aspects démocratiques

Alors que la Chancelière Merkel prône la mise en œuvre d'une Union politique, le Président Hollande évoque l'intégration solidaire. Les divergences franco-allemandes reposent ici sur un problème sémantique, celui du fédéralisme. La poursuite de la construction européenne se voit entravée par la focalisation des hommes politiques et des médias sur le principe de la souveraineté. Pourtant, le principe de subsidiarité a été longuement défini: il s'agit de déléguer les compétences qui outrepassent les frontières d'un Etat, pour les exercer en commun. L'Europe, accusée de tous les maux, ne peut démontrer sa pertinence dans la vie quotidienne des citoyens. C'est pourquoi notre Comité considère qu'il faut donner plus de voix aux régions et non aux nations. Nous rejetons ainsi l'intergouvernementalisme qui handicape les institutions européennes. Plus de pouvoirs doivent être donnés à la Commission et au Parlement européens, dans la mesure où une relation plus proche sera établie avec les citoyens, pour rompre avec l'idée d'une « eurocratie ». L'objectif est de démontrer aux citoyens qu'une plus grande intégration européenne ne signifie pas nécessairement une perte d'autonomie et une mise en danger des identités, mais au contraire une addition de compétences, une échelle supplémentaire qui vise à sécuriser et promouvoir les activités économiques.

Propositions :

Le groupe envisage de proposer la création d'une entité supranationale démocratiquement élue pour aboutir à une véritable union économique. Toutefois, cette perspective pose un certain nombre de questions. En effet, cette mesure suppose que l'on s'interroge sur le mode d'élection: direct (par les citoyens européens), indirect (par le parlement) ou composée simplement de membres du parlement européen. La proposition d'un/une Ministre de l'économie européen qui serait soit issu du Parlement européen élu directement par les citoyens européens doit faire l'objet de réflexions. Cette mesure pose en effet la problématique de la nationalité de ce ministre. Choisir un ministre de telle ou telle nationalité ne provoquerait-il pas des tensions entre États et citoyens européens? Comment s'assurer de la représentativité de ce ministre, et de ne pas aboutir à des abstentions de type élections européennes? En somme, comment procéder pour que cette personnalité soit proche des citoyens? Le groupe propose par ailleurs que cette entité soit responsable devant le Parlement européen. Le Parlement interviendrait-il à simple titre consultatif ou aurait-il le pouvoir de légiférer sur les propositions de l'entité?

Pistes de réformes :

- è Création d'un système de fédéralisme budgétaire ?
- è Un ministère économique au niveau européen ?
- è Création d'un gouvernement économique européen doté d'un budget?
- è Une Europe plus fédérale ?
- è Valoriser la fonction du parlementaire européen ?

Debt crisis

Themenvorstellung fehlt

Result phase 1

Economic instability in the eurozone and even further afield has affected the lives of millions of people. As the uncertainty in Europe continues and the wounds grow deeper for the single currency, pain is also being felt here in the UK.

The topic of economic instability and the debt crisis is a European matter of concern for one simple reason – because it affects each and every European in some way, regardless of geographical land boundaries and language barriers... put simply, we are all in it together.

Here in the UK, as with across Europe, budgets for the provision of frontline services are being stretched to their limit – in fact, a recent report by the Local Government Association (LGA) in the UK said that ‘unless reform is introduced immediately, the money available by 2020 to fund council services like road maintenance, libraries and leisure centres will have shrunk by 90% in cash terms’.

This, they say, is because of the rapidly rising cost of providing adult social care, combined with the growing cost of delivering councils’ other explicit statutory responsibilities like social services, waste collection and concessionary travel, which will soak up almost all of council spending.

Despite the austerity measures as a result of the debt crisis, the LGA is calling on the UK Government to ensure local authorities are not placed in a position where because of these rising costs, they have to significantly reduce, and possibly cut, entire service areas.

Given that people are living longer right across Europe, an aging population and the cost of adult social care provision has the potential to create a serious long term issue for Europe, not only socially but economically too.

The BBC recently produced an information item entitled ‘Eurozone turmoil and you’, which examined the various ways in which UK citizens are being affected by the debt crisis. We examine some of these issues below:

Mortgages and Homes

The Council of Mortgage Lenders in the UK says that eurozone uncertainty is ‘not a particularly comforting backdrop’ for the UK’s housing and mortgage markets – and that more bad eurozone news could affect mortgage costs, availability and activity

Safety of Savings

As we are all well aware, trouble in the eurozone means trouble for the banks. When Icelandic banks failed in 2008, the UK Government stepped in to protect UK savers with Icelandic bank accounts, but there is certainly no explicit promise to do this again if another country’s banks

fail. Also, the interest paid by banks to savers has been at record low levels. Any further eurozone trouble means those rates would rise later rather than sooner.

Outlook for Jobs

The eurozone is the UK's biggest trading partner, with official statistics showing that nearly 47% of UK exports went to the eurozone in 2011, while nearly 43% of UK imports came from the eurozone.

A long-term spiral of decline in the economies of Europe means less demand for UK goods and services, and could mean significant job cuts, particularly in manufacturing.

While we are all aware that Governments across Europe have been pushing for a growth agenda, the financial uncertainty is leading to a lack of confidence among businesses. This means a pause in new investments and new jobs, most notably for younger workers

We firmly believe that in order to find strategies for solutions to these very important issues, which are impacting upon millions of people across Europe and beyond, each member state must all be 'singing from the same hymn sheet' - solving this issue is something which no one country can do alone.

In phase two of this project, we look at exactly who could and should be involved in solving these problems.

Result phase 2

Here we look further at the economic debt crisis and who can and should be involved in helping to tackle these very important issues which are impacting upon so many.

We feel that there are a wide range of stakeholders who this crisis has impacted upon, and therefore it is these stakeholders who must work together to solve the issue.

Due to the fact that there are so many different countries involved, all with diverse political agendas and different ideas about what will work, this is making moving forward very difficult indeed.

A member of our group came across the following quote from Emma Bonino, the vice president of the Italian Senate and a former commissioner of the UK. While her ideas are perhaps very idealistic and very unrealistic, it does give a clear idea of the vision for solving the problems. She said:

"The E.U. as it stands, is a fair-weather construction, it works only in the absence of economic trouble." The solution, she argues, is the further centralization of political power. Such a move wouldn't have to be the creation of a single European superstate along the lines of the U.S. Bonino herself has proposed an intermediate solution, in which member states cede only some of their powers — such as foreign policy, defense and border control. Most crucially, it would include a Finance Ministry in charge of economic stabilization, and, when needed, transfers of funds from the central government to individual states. The common political identity, she argues, would make the necessary redistribution more palatable. "Help normally comes only if there is a shared feeling of belonging," she says.

Idealistic proposals indeed, but how in a more realistic sense can we as Europeans take more of an active role in getting our continent where it needs to be economically?

We feel as though the media plays a key role in this. While the media typically focuses on newsworthy items and topics which are of interest to and involve its readers/viewers, it does play a major role in shaping public opinion.

While newspapers and television news programmes are independent entities, the constant communication of how poor the state of various European countries' economies are does very little to enhance public confidence – in that sense we feel a more balanced view of the issues facing us economically is required from the media.

We also feel that public engagement is vital. In our experience, where citizens are involved in the decision making process for a particular issue, even if the eventual outcome isn't what they hoped for, they still feel valued in that their views were taken into consideration.

Now that we have determined who should be involved in solving these issues long term, in phase three we will discuss ideas for how these issues can be permanently solved.

Result phase 3

Solving the debt crisis is a complex and long term goal, however one which must be tackled in order to ensure the survival of Europe as we know it.

So how can a solution be reached? Here we look at some suggestions:

BBC's Business Reporter, Laurence Knight wrote of how 'the economic and financial solutions to the eurozone crisis are actually surprisingly straightforward'.

So how?

'Easy', he says. 'Just ask how the exact same problems have been solved by the members of that other large single currency area – the United States of America'.

So if the eurozone is to look at the USA model for inspiration in seeking a solution, what sort of changes – economic, financial and political may need to be considered?

1). Create a banking union

Europe's most immediate task is to restore confidence in its banks. All of Europe's banks may need to be placed under a common regime of regulation and supervision, with troubled banks given equal access to rescue loans, and being wound up by a central authority if they go bust.

2). Implement a political union

To make a banking and monetary union work, eurozone government would need to hand power to a central authority (such as the European Commission) so that national governments accept that in future they have to keep their own spending strictly within their limited means.

3). Signing up to a growth pact

European countries must sign up to a 'growth pact' – a set of reforms designed to boost economies and mitigate the pain being inflicted by government spending cuts across the continent.

The eurozone may also need to pay for large-scale investment in infrastructure, particularly in southern Europe. Proposals include increasing the European Investment Bank's ability to lend and create common 'project bonds' to finance major construction.

4). Structural reforms

Particularly labour market reforms play a key role in helping to 'rebalance' Europe by ensuring that wages in areas of Europe do not rise too quickly to bring them in line with more developed European countries, as they did in the past decade.

In order for these changes to be successful, a multi-level democratic model should be considered to integrate the different decision-making levels in Europe, set clear rules concerning the competencies and ultimately ensure sufficient democratic legitimisation and the survival of Europe as we know it.

Nachwuchsjournalisten

Du, ich und Europa : Experten antworten auf Fragen von Franzosen und Deutschen über die EU

Dem Thema der "Europäische Schuldenkrise" wollen wir uns nähern, indem wir Leuten begegnen, die sich betroffen fühlen. Dazu ist es notwendig, zunächst die Frage zu beantworten, wer überhaupt von der wirtschaftlichen und politischen Krise in Europa betroffen ist? Nur die Griechen? Spanien auch? Künftig auch die Italiener und Franzosen? Und sind nicht auch die Deutschen von den Problemen in diesen Ländern betroffen? Selbstverständlich! Das ist der Sinn der europäischen Einheit. Zumal sich die Auswirkungen der Krise auf die Erwerbsquote, das Wachstum etc. bemerkbar machen. Folglich sind wir alle betroffen. Viele Menschen haben jedoch den Eindruck, dass die EU in ihrem Alltag keinerlei Rolle spielt. Oft, weil die Bürger die komplexen Probleme nicht nachvollziehen und verstehen können. Aus diesem Grund - und weil Journalisten Vermittler zwischen den Institutionen und den Bürgern sind - würden wir gerne einen Dialog zwischen den Bürgern aus Frankreich sowie Deutschland und EU-Experten organisieren.

Dazu würden wir bei unserem Projekt im Rahmen einer Straßenumfrage Leute beider Länder Fragen zur europäischen Union und der Schuldenkrise stellen. Im Gegenzug dürfen uns die befragten Bürger Fragen mit auf den Weg geben, die wir in einem zweiten Teil unseres Projektes deutschen und französischen Experten stellen, um Antworten auf die Fragen unserer Mitbürger zu bekommen.

Résultats de la phase 1

Le problème de la crise des dettes souveraines en Europe, c'est qu'elle n'est pas uniquement économique. Pour faire face, les pays de la zone euro doivent coordonner leurs politiques publiques. Or, avec des visions de l'économie différentes, il est difficile de trouver un terrain d'entente. Ainsi, la crise est devenue politique, mettant en danger l'existence-même de l'union monétaire.

Même si les experts jouent nécessairement un grand rôle dans l'appréhension de la crise financière et économique, les décisions reviennent en dernier ressort aux hommes politiques. L'UE étant une démocratie, tous les citoyens européens sont finalement concernés. Ils sont amenés à donner leur avis de manière directe lors des élections à venir. Dans tous les pays membres, les partis et candidats se prononcent sur la question de la crise en Europe.

La crise financière s'étend à l'économie réelle et à la politique. Les sociétés peuvent elles-aussi s'en trouver changées - comme lors de précédentes grandes crises. C'est ce qui rend l'époque très intéressante à nos yeux. Nous ne voulons pas pour autant dramatiser la situation. Des solutions existent. Il existe différentes propositions pour sortir de la crise. Certaines prétendent qu'il est possible - voire obligatoire - pour les Etats d'assainir leur budget, mais uniquement en dehors de l'union monétaire. D'autres - en nous en sommes - pensons que la solution viendra de la coopération entre les Etats.

En raison de l'apparente complexité de la crise et des mécanismes d'action, il est délicat de comparer les différentes propositions de sortie de crise. Or, les citoyens devraient pouvoir se faire une idée sur la question. Face à ce problème, nous voulons agir en allant à la rencontre de simples citoyens français et allemands, puis en les mettant (fictivement) en relation avec des experts de l'UE et de l'économie. Le but : répondre à toutes les questions sur la crise de la dette européenne. Nous poserons aussi certaines des questions des autres participants du forum !

Nous pensons que notre travail aura aussi l'intérêt de révéler d'éventuelles différences entre les conceptions françaises et allemandes de la crise. Outre la binationalité, nous essaierons en outre de refléter (dans le choix de nos experts) une diversité d'orientations politiques.

<http://www.youtube.com/watch?v=gGuv3zqa0wo&feature=youtu.be>

--> Cliquez sur le lien pour entendre les questions que notre panel de Français voudraient poser à des experts !

Résultats de la phase 2

Phasenbericht fehlt

Résultats de la phase 3

Nachdem wir bei unseren Straßenumfragen Fragen an Passanten über die EU gestellt haben, durften uns diese jeweils eine Frage mit auf den Weg geben, die wir dann von uns kontaktierten Experten stellen werden. Diese Experten-Interviews werden ab der kommenden Woche beginnen. Ihr seid natürlich herzlich eingeladen, uns ebenfalls noch Fragen zu schicken, die bisher vielleicht noch unbeantwortet geblieben sind.

Bisherige Experten, die positiv auf unsere Interview-Anfrage geantwortet haben, sind:

Ruth Reichstein. Sie hat an der Robert-Schumann-Universität Straßburg studiert und den Abschluss "Master of Eurojournalism" abgelegt. Seit 2004 lebt sie in Brüssel und berichtet von dort als freie Journalistin über die aktuelle Finanzkrise. Zudem hat sie das Buch verfasst: Die 101 wichtigsten Fragen: Die Europäische Union. In diesem Buch beantwortet sie beispielsweise Fragen aus den Bereichen "Geografie und Natur", "Geschichte" und "Finanzen". Darüber hinaus gibt sie einen kurzen Ausblick über die Zukunft der EU. Weitere Informationen findet ihr hier: <http://rrreportage.eu/public/index.php>

Nils Bünemann ist Pressesprecher bei der Europäischen Zentralbank

Denis Durand, Ökonom der Banque de France, Mitglied des Conseil Economique et Social, Mitglied der Gewerkschaft CGT.

Die Antworten werden wir euch dann im Rahmen des Forums präsentieren.